

Sans information, une région s'éteint

Mesdames, Messieurs,

La presse est un pouvoir. Au fil des siècles, les autres pouvoirs ont dû se résoudre à lui faire de la place, à se laisser scruter, bousculer et parfois même chambouler. A côté de l'exécutif, du législatif et du judiciaire, ce quatrième pouvoir a pris beaucoup d'ampleur au cours des dernières décennies.



Soyons honnêtes: notre relation aux médias est ambivalente. Les médias nous distraient, ils nous inspirent même parfois. Parfois, ils nous énervent, nous paraissent partisans, nous remettent en question. Je pourrais vous parler longuement de mon expérience en la matière ;-) mais ce n'est pas le propos aujourd'hui!

Ce quatrième pouvoir est essentiel puisqu'il est aussi un garant de la démocratie. Or, paradoxalement, il traverse la plus grande crise de son existence et la diversité médiatique est ébranlée.

Aujourd'hui, un quotidien se consacre totalement à la partie francophone du canton

de Berne : c'est bien sûr le Journal du Jura. Le Quotidien jurassien réserve lui tous les jours une à deux pages à la région, tandis qu'Arcinfo, le tout nouveau titre neuchâtelois né de la fusion entre l'Express et l'Impartial, se penche aussi régulièrement de ce côté-ci de la frontière. Plusieurs hebdomadaires gratuits rendent compte de l'actualité locale et régionale de Bienne à Moutier en passant par Saint-Imier et Tramelan, parfois même par Champoz ;-)

Cette presse écrite bataille ferme pour survivre. Après la disparition de titres comme l'Hebdo et les concentrations médiatiques en cours dans tout le pays, personne n'est en mesure de dire quel journal il lira demain. Même l'Agence télégraphique suisse, l'ats - agence nationale de presse vieille de 124 ans -, chancelle. Et on se demande comment feraient, ou comment feront, radios et tv locales, chaînes de la SSR, petits et grands journaux, sans ce pourvoyeur universel qui alimente toutes les rédactions de Suisse en trois langues.

Et qu'en est-il des médias électroniques qui couvrent jour après jour et heure après heure notre région ? Pour une région périphérique, pour une région qui a la réputation d'être le berceau d'un peuple de taiseux, nous sommes plutôt bien dotés : avec deux radios privées, Canal3 et Radio Jura bernois, et deux télévisions : Canal Alpha et Telebielingue. Sans compter que la

RTS dispose d'un studio télévisé à Moutier et d'un studio radio à Bienne.

Certes, personne parmi nous ne sait quel journal il lira demain. Mais nous avons le pouvoir de dire le 4 mars que nous voulons conserver nos radios et nos télévisions, qu'elles soient régionales ou nationales.

L'initiative « No Billag » ne demande pas seulement la suppression de la redevance radio-TV : elle veut aussi que la Confédération ne subventionne plus aucune chaîne de radio ou de télévision et qu'elle mette aux enchères les concessions.

En substance, si ce texte est accepté, les chaînes radios et TV de la SSR pourraient bien mettre la clé sous le paillason, mais nombre de radios et de TV locales aussi. Il faut savoir que les télévisions régionales ont réellement besoin de la redevance. Pour Telebielingue, La Télé, Canal 9, Canal Alpha et Léman Bleu, la redevance représente entre 44% et 70% de leur budget ; pour les radios, entre 30% et 50%.

J'entends bien les critiques sur certains traitements journalistiques qui illustrent notre région de manière tendancieuse. Je vois que parfois un script TV peu versé en géographie place Saint-Imier dans le canton du Jura. Je comprends même que certains puissent ne pas apprécier Darius Rochebin, Massimo Lorenzi ou Romaine Morard ;-)
Mais accepter l'initiative « No Billag » ne changera rien à la situation !

La question posée par cette initiative n'est pas de savoir si l'on veut un autre présentateur du téléjournal ou plus ou moins de SSR. Il en va de l'existence même du service public radio-TV, au même tarif pour tous.

La votation du 4 mars est capitale pour la cohésion: la SSR dessert le pays dans les trois et même les quatre langues nationales. Elle sert de courroie entre les régions et explique la Suisse aux Suisses.

A l'heure où les commentaires sur Internet et les fake news gagnent du terrain, le journalisme de qualité est un garant de la démocratie. A travers ses différentes chaînes, la SSR offre une vaste gamme de programmes d'information et de divertissement de haut niveau. Elle constitue une sorte de boussole pour notre pays – peut-être aussi en raison des règles journalistiques et déontologiques qu'elle s'est fixées. Des règles qui font que les journalistes maison traitent à fond même d'un projet qui remet en cause leur avenir.

L'existence de la Suisse repose sur la collaboration et la solidarité entre ses différentes régions. Les programmes de télévision et de radio diffusés dans les langues minoritaires agissent comme un ciment.

Les radios et les télés régionales jouent un rôle tout aussi crucial dans la vie politique,

culturelle, sociale et sportive. Elles proposent des sujets ou des images que personne d'autre ne montre. Dans le Jura bernois ou à Bienne, nous ne disposons pas d'un bassin publicitaire suffisant pour que des émetteurs privés puissent se passer de redevance, comme à Genève, Lausanne ou Zurich.

J'ai parlé de quatrième pouvoir. Et c'est vrai, les médias sont essentiels dans les moments de grandes mutations de la société comme celui que nous traversons: ils doivent informer, expliquer, mettre en contexte, analyser, ouvrir le débat. Dans les pays totalitaires, les gouvernements mettent tout en œuvre pour que les médias ne publient que des informations expurgées servant leurs intérêts. Mais les dérives n'épargnent pas certains Etats démocratiques. Et ce ne sont pas les grands patrons des réseaux sociaux qui y mettront un frein...

Le journalisme d'information tel que la SSR le pratique n'est pas rentable pour les entreprises privées car il nécessite des recherches approfondies. Pourtant, un journalisme de qualité est une condition sine qua non à l'existence d'une vraie démocratie.

Quant au pouvoir de la presse, il est paradoxal. Il n'obéit qu'à ses propres lois mais aujourd'hui, sa survie est entre les mains de la majorité, entre nos mains. Sans redevance, plus de SSR, plus de radios et

de TV locales et par jeu de domino, plus d'ats et plus de petits journaux.

Lorsqu'un média disparaît, c'est la population qui est perdante en premier lieu. Le prix de la redevance radio-TV, Mesdames et Messieurs, c'est aussi le prix de la qualité du débat démocratique. C'est le prix de la cohésion nationale. Sans information, une région s'éteint.

Le Conseil-exécutif tient à ce que toutes les régions du canton, même les plus périphériques, se portent bien. Pour lui, la diversité de la presse est un bien capital. A l'instar de mes collègues du gouvernement, je vous invite à rejeter l'initiative « No Billag ».